

RCS : NANTERRE

Code greffe : 9201

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de NANTERRE atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2008 B 06544

Numéro SIREN : 508 094 927

Nom ou dénomination : COVAGE NETWORKS

Ce dépôt a été enregistré le 28/11/2018 sous le numéro de dépôt 108613

COVAGE NETWORKS

Société par actions simplifiée

Au capital de 2.065.720 euros

Siège social : 30 avenue Edouard Belin – 92500 Rueil-Malmaison

508 094 927 R.C.S Nanterre

PROCES-VERBAL DES DECISIONS DU PRESIDENT EN DATE DU 10 JUILLET 2018

Le 10 juillet 2018

Monsieur Pascal RIALLAND, en sa qualité de Président de la société **COVAGE NETWORKS**

A statué sur l'ordre du jour suivant :

- constatation de la réalisation définitive de l'augmentation de capital décidée par l'associé unique le 29 juin 2018,
- constatation de la réalisation définitive de la réduction de capital décidée ce même jour par l'associé unique,
- constatation de la reconstitution des capitaux propres de la société à un montant supérieur à la moitié du capital social.

I – Constatation de la réalisation définitive de l'augmentation de capital

Monsieur le Président rappelle que, par décisions du 29 juin 2018, l'associé unique a :

- décidé de procéder à une augmentation de capital de 4.957.728 euros pour le porter de 2.065.720 euros à 7.023.448 euros par augmentation de la valeur nominale des 206.572 actions existantes d'un montant de 24 euros par action, la valeur nominale passant de 10 euros à 34 euros,
- décidé que le versement au titre de cette augmentation de capital devait avoir lieu en numéraire par compensation avec une créance certaine, liquide et exigible sur la société;
- donné dans sa huitième décision tous pouvoirs au Président à l'effet de faire le nécessaire en vue de la réalisation de l'augmentation de capital et de constater la prise d'effet de la modification des statuts décidée dans la quatrième décision.

Enregistré à : SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE ET DE
L'ENREGISTREMENT

VANVES 2

Le 22/11/2018 Dossier 2018 00083047, référence 9224P02 2018 A 08284

Enregistrement : 500 € Penalités : 53 €

Total liquidé : Cinq cent cinquante-trois Euros

Montant reçu : Cinq cent cinquante-trois Euros

L'Agent administratif des finances publiques

Jérôme VASSIET
Agent des Finances publiques

PK

Monsieur le Président indique alors :

- qu'aux termes d'un bulletin de souscription en date du 29 juin 2018, la société COVAGE, associé unique, a déclaré verser la somme de 4.957.728 euros représentant le montant de l'augmentation de capital, et a libéré sa souscription par compensation de la totalité de celle-ci, soit pour un montant de 4.957.728 euros, par compensation à due concurrence avec la créance qu'elle détient sur la société,
- que par décisions en date du 29 juin 2018, le Président de la société a arrêté la créance détenue par la société COVAGE dans la société COVAGE NETWORKS et constaté qu'elle était susceptible d'être utilisée pour la libération totale des versements exigibles au titre de la souscription,
- que le commissaire aux comptes de la société, DELOITTE & ASSOCIES, a certifié exact l'arrêté de la créance ainsi effectué par le Président par un rapport en date du 29 juin 2018,
- que ledit commissaire aux comptes a en outre établi le certificat du dépositaire à la date du 9 juillet 2018 constatant l'écriture comptable de compensation de la créance et la libération des actions.

Monsieur le Président constate alors :

- qu'au vu du certificat du dépositaire du commissaire aux comptes en date du 9 juillet 2018, l'augmentation de capital de 4.957.728 euros décidée par l'associé unique le 29 juin 2018 est devenue définitive à la date du 9 juillet 2018,
- qu'à la même date, la modification apportée à l'article 6 des statuts par la quatrième décision des décisions de l'associé unique en date du 29 juin 2018 est devenue définitive.

II – Constatation de la réalisation définitive de la réduction de capital

Madame le Président rappelle ensuite que l'associé unique par décisions du 29 juin 2018 a, sous la condition suspensive de la réalisation de l'augmentation de capital décidée ce même jour :

- décidé d'amortir la totalité des pertes cumulées au 31 décembre 2017 en réduisant le capital d'un montant de 2.478.864 euros pour le ramener de 7.023.448 euros à 4.544.584 euros,
- décidé de réaliser cette réduction de capital par voie de réduction de la valeur nominale des 206.572 actions d'un montant de 12 euros par action, la valeur nominale passant de 34 euros à 22 euros et que le capital ainsi réduit s'élèvera à 4.544.584 euros et sera divisé en 206.572 actions de 22 euros chacune,
- donné tous pouvoirs au Président à l'effet de constater la réalisation de la réduction de capital et la prise d'effet de la modification des statuts décidée dans la sixième décision.

Compte tenu de la réalisation de l'augmentation de capital constatée à l'instant même, Monsieur le Président constate :

- que la réduction de capital décidée par l'associé unique par décisions en date du 29 juin 2018 est devenue définitive à la date du 9 juillet 2018,
- qu'à la même date, la modification apportée à l'article 6 des statuts par la sixième décision des décisions de l'associé unique du 29 juin 2018 est devenue définitive.

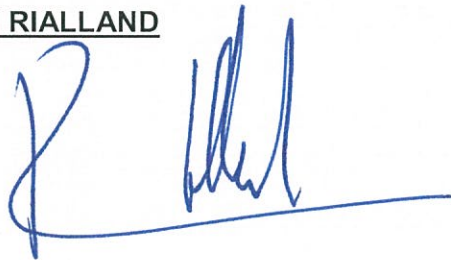
III – Constatation de la reconstitution des capitaux propres de la société à un montant supérieur à la moitié du capital social

Monsieur le Président, après avoir rappelé que l'associé unique, par décisions en date du 29 juin 2018 a, dans sa huitième décision constaté, sous la condition suspensive de la réalisation de l'augmentation de capital et de la réalisation de la réduction de capital décidée ce même jour, que les capitaux propres de la société sont reconstitués car ils s'élèveront à un montant supérieur à la moitié du capital social, constate la réalisation de ladite condition suspensive et par conséquent la reconstitution des capitaux propres de la société.

La séance est levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé par le Président

Pascal RIALLAND



COVAGE NETWORKS

Société par actions simplifiée

Au capital de 2.065.720 euros

Siège social : 30 avenue Edouard Belin – 92500 Rueil-Malmaison

508 094 927 R.C.S Nanterre

PROCES-VERBAL DES DECISIONS **DE L'ASSOCIE UNIQUE EN DATE 29 JUIN 2018**

Le 29 juin 2018, au siège social,

La société **COVAGE**, associée unique de la société COVAGE NETWORKS, représentée par son Président, Monsieur Pascal RIALLAND,

après avoir pris connaissance des documents suivants :

- comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2017,
- rapport de gestion du Président,
- rapport du commissaire aux comptes sur les comptes de l'exercice,
- texte des projets de décisions.

constatant que la société DELOITTE & ASSOCIES, commissaire aux comptes titulaire, régulièrement convoquée est absente excusée.

a pris les décisions portant sur l'ordre du jour suivant :

1/ Approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017 :

- rapport du Président sur l'activité de la société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017,
- rapport du commissaire aux comptes,
- approbation des comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2017,
- conventions relevant de l'article L.227-10 du Code de commerce,
- quitus au Président,
- affectation du résultat,

2/ Augmentation du capital social en numéraire :

- Rapport du Président,
- Augmentation du capital social par augmentation de la valeur nominale des actions existantes à libérer intégralement en numéraire

3/ Réduction de capital pour amortir les pertes :

- Rapports du Président et du commissaire aux comptes
- Réduction du capital par voie de réduction de la valeur nominale des actions
- Modifications corrélatives des statuts

4/ Augmentation de capital réservée aux salariés :

- Principe d'une augmentation de capital réservée aux salariés : projet de résolution tendant à réaliser une augmentation de capital effectuée dans les conditions des articles L.3332-18 à L.3332-24 du Code du travail,

5/ Pouvoirs au Président

PREMIERE DECISION

L'Associé unique, après avoir pris connaissance :

- du rapport de gestion du Président,
- du rapport du commissaire aux comptes,

approuve les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2017 tels qu'ils ont été présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

En conséquence, il donne quitus entier et sans réserve au Président de l'exécution de son mandat pour ledit exercice.

L'Associé unique prend acte que les comptes de l'exercice écoulé ne prennent pas en charge de dépenses non déductibles du résultat fiscal visées à l'article 39-4 du Code général des impôts.

DEUXIEME DECISION

L'Associé unique constate qu'aucune convention entre la société et son Président n'est intervenue au cours de l'exercice.

TROISIEME DECISION

L'Associé unique constate que l'exercice clos au 31 décembre 2017 se solde par une perte nette comptable de 1.170.156 euros et décide, sur proposition du Président, d'affecter cette perte au poste report à nouveau.

L'Associé unique constate qu'au titre des trois derniers exercices aucun dividende n'a été mis en distribution.

QUATRIEME DECISION

L'Associé unique, après avoir entendu la lecture du rapport du Président et constaté que le capital social est intégralement libéré:

- décide d'augmenter le capital social d'une somme de 4.957.728 euros pour le porter de 2.065.720 euros à 7.023.448 euros par augmentation de la valeur nominale des 206.572 actions existantes, cette valeur nominale étant portée de 10 euros à 34 euros,

- décide que l'associé unique, la société COVAGE, devra libérer intégralement le montant de l'augmentation de capital, soit 4.957.728 euros, en numéraire, par versement en espèces et/ou par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles sur la société.

L'Associé unique décide, sous la condition suspensive de la réalisation définitive de l'augmentation de capital, de modifier l'article 6 des statuts de la façon suivante:

"ARTICLE 6 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de 7.023.448 € (sept millions vingt trois mille quatre cent quarante huit euros), divisé en 206.572 (deux cent six mille cinq cent soixante douze) actions d'une valeur nominale de 34 € (trente quatre euros) chacune, intégralement libérées en numéraire et de même catégorie "

CINQUIEME DECISION

L'Associé unique, après avoir entendu la lecture du rapport du Président et du rapport du commissaire aux comptes:

- constate que, suite à l'affectation de la perte de l'exercice 2017 décidée ce jour par la troisième décision de l'associé unique, le report à nouveau déficitaire s'élève à 2.573.932 euros,
- décide, sous la condition suspensive de la réalisation définitive de l'augmentation décidée dans la quatrième décision,
 - d'amortir une partie des pertes cumulées en réduisant le capital de 2.478.864 euros et de réaliser cette réduction de capital par voie de réduction de la valeur nominale des 206.572 actions d'un montant de 12 euros faisant passer la valeur nominale de 34 euros à 22 euros,
 - que le capital ainsi réduit s'élèvera à la somme de 4.544.584 euros et serait divisé en 206.572 actions de 22 euros de nominal chacune.

SIXIEME DECISION

L'Associé unique, sous la condition suspensive de la réalisation de la réduction de capital susvisée, décide de modifier comme suit l'article 6 des statuts :

"ARTICLE 6 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de 4.544.584 € (quatre millions cinq cent quarante quatre mille cinq cent quatre vingt quatre euros), divisé en 206.572 (deux cent six mille cinq cent soixante douze) actions d'une valeur nominale de 22 € (vingt deux euros) chacune, intégralement libérées en numéraire et de même catégorie "

SEPTIEME DECISION

L'associé unique, après avoir pris connaissance du rapport du Président aux termes duquel ce dernier invite l'associé unique à se prononcer, en application des dispositions de l'article L.225-129-6 alinéa 1 du Code de commerce, sur une augmentation de capital réservée aux adhérents à un plan d'épargne d'entreprise d'un montant nominal maximum de 210.700 euros en numéraire aux conditions prévues aux articles L.3332-18 à L.3332-24 du Code du travail, et après avoir pris connaissance du rapport du commissaire aux comptes, décide de ne pas procéder à une telle augmentation de capital.

HUITIEME DECISION

L'Associé unique donne tous pouvoirs au Président à l'effet de recueillir la souscription de l'Associé unique, de constater la réalisation définitive de l'augmentation de capital et la modification corrélative des statuts puis de constater la réalisation définitive de la réduction de capital et la modification corrélative des statuts.

Il donne en outre pouvoirs au Président pour constater, du fait de la réalisation définitive des opérations ci-dessus, la reconstitution des capitaux propres de la société à un montant supérieur à la moitié du capital social.

NEUVIEME DECISION

L'Associé unique confère les pouvoirs les plus étendus au porteur d'extraits ou de copies du présent procès-verbal pour faire partout ou besoin sera toutes formalités légales ou réglementaires notamment de dépôt au greffe du Tribunal de Commerce.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé par l'associé unique.

COVAGE
Par Pascal RIALLAND



COVAGE NETWORKS

**Société par actions simplifiée
Au capital de 4.544.584 €**

**Siège Social : 30 avenue Edouard Belin
92500 Rueil Malmaison**

508 094 927 R.C.S Nanterre

STATUTS MIS A JOUR LE 9 JUILLET 2018



ARTICLE 1

FORME

La société est une société par actions simplifiée qui est régie par les dispositions légales et réglementaires applicables à cette forme sociale, ainsi que par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Elle ne peut faire publiquement appel à l'épargne.

ARTICLE 2

OBJET SOCIAL

La société a pour objet, directement ou indirectement :

- la conception, la réalisation, l'acquisition, l'exploitation technique et commerciale de réseaux de communications électroniques ;
- la fourniture de prestations de services ou de services (et notamment de services de communications électroniques de capacité, de bande passante, de transit IP et d'autres services IP) à toute société instituée spécifiquement dans le cadre d'une délégation de service public et ayant pour activité principale la conception, la construction, le financement, l'exploitation et la commercialisation de réseaux de télécommunication à haut débit, dans laquelle les associés de la société détiennent directement ou indirectement une participation conjointe ;
- la fourniture de prestations de services ou services (notamment des services de communications électroniques) sur ou à partir de réseaux de communications électroniques ;

Et généralement, la réalisation de toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet visé ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes.

ARTICLE 3

DENOMINATION SOCIALE

La société a pour dénomination sociale "COVAGE NETWORKS".

Tous actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots "Société par actions simplifiée" ou des initiales "SAS" et de l'énonciation du capital social.

ARTICLE 4

SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé au "30, avenue Edouard Belin – 92500 RUEIL-MALMAISON".

ARTICLE 5

DUREE DE LA SOCIETE

La durée de la société est fixée à 99 années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

ARTICLE 6
CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de 4.544.584 € (quatre millions cinq cent quarante quatre mille cinq cent quatre vingt quatre euros), divisé en 206.572 (deux cent six mille cinq cent soixante douze) actions d'une valeur nominale de 22 € (vingt deux euros) chacune, intégralement libérées en numéraire et de même catégorie

ARTICLE 7
MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social peut être augmenté ou réduit, dans les conditions légales, par décision de l'associé unique ou par décision collective des associés.

ARTICLE 8
FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives.

La propriété des actions résulte de leur inscription, dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur, au nom du ou des titulaires sur des comptes et registres tenus à cet effet par la société.

Une attestation d'inscription en compte est délivrée par la société à tout associé qui en fait la demande.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société. Tous les copropriétaires indivis d'une action ainsi que leurs ayants droit sont tenus de se faire représenter auprès de la société par une seule et même personne.

ARTICLE 9
MODALITES DE LA TRANSMISSION DES ACTIONS

Les actions sont librement négociables.

Leur transmission s'opère à l'égard de la société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire, sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est inscrit sur un registre tenu chronologiquement et dénommé "registre des mouvements".

La société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement et, au plus tard, dans les 8 jours qui suivent celle-ci.

ARTICLE 10
DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Outre le droit de vote attribué par la loi à tout associé de la société, chaque action donne droit, dans les bénéfices, réserves ou dans l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

L'associé unique ou les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence des apports.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions des associés.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, le ou les propriétaires d'actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis, ne pourront exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente d'actions nécessaires.

Le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats où il est réservé à l'usufruitier. Le nu-propriétaire a le droit de participer à toutes les décisions collectives.

ARTICLE 11 **LE PRESIDENT**

La société est représentée à l'égard des tiers par un Président, personne physique ou morale, associé ou non de la société, lequel l'administre et la dirige.

Lorsqu'une personne morale exerce les fonctions de Président, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'ils étaient Président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le Président est nommé par l'associé unique ou par décision collective des associés.

La décision nommant le Président fixe la durée de ses fonctions et les modalités de sa rémunération.

Le Président est révocable à tout moment par décision de l'associé unique ou par décision collective des associés.

La décision de révocation du Président peut ne pas être motivée et n'ouvre pas droit à versement d'indemnité par la société.

En cas de décès, de démission ou de révocation du Président, il est pourvu à son remplacement par décision de l'associé unique ou par décision collective des associés.

Le Président est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société dans la limite de l'objet social, sous réserve des pouvoirs dévolus à l'associé unique ou à la collectivité des associés visés à l'article 15 ci-après.

Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que les tiers savaient que l'acte dépassait cet objet ou qu'ils ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances.

Le Président est autorisé à consentir des délégations de pouvoirs à toutes personnes de son choix.

ARTICLE 12 **DIRECTEURS GÉNÉRAUX**

Sur proposition du Président, l'associé unique ou la collectivité des associés peuvent nommer un ou plusieurs Directeurs Généraux, personnes physiques ou morales, associé ou non de la société.

La décision nommant un Directeur Général fixe la durée de ses fonctions et les modalités de sa rémunération.

Les Directeurs Généraux sont investis des mêmes pouvoirs que ceux attribués au Président et les exercent dans les mêmes conditions et selon les mêmes modalités que ce dernier.

Les Directeurs Généraux sont révocables à tout moment par décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés.

La décision de révocation d'un Directeur Général peut ne pas être motivée et n'ouvre pas droit à versement d'indemnité par la société.

En cas de décès, de démission ou de révocation du Président, les Directeurs Généraux conservent leurs fonctions et attributions jusqu'à la nomination d'un nouveau Président.

ARTICLE 13 **COMMISSAIRES AUX COMPTES**

Dans les conditions fixées par la loi, le contrôle de la société est effectué par un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et suppléants désignés par décision de l'associé unique ou par décision collective des associés.

ARTICLE 14 **CONVENTIONS CONCLUES AVEC LA SOCIETE**

14.1 Conventions réglementées

Les conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la société et son Président, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10% (ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce) sont soumises à la réglementation en vigueur.

14.2 Conventions courantes et conclues à des conditions normales

Les conventions visées au 14.1 ci-dessus et portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales sont communiquées au commissaire aux comptes, à l'exception de celles qui, lorsqu'en raison de leur objet ou de leurs implications financières, ne sont significatives pour aucune des parties. Tout associé a le droit d'en obtenir communication.

14.3 Conventions interdites

Les interdictions prévues à l'article L. 225-43 du Code de commerce s'appliquent, dans les conditions déterminées par ledit article, au Président et autres dirigeants de la société.

ARTICLE 15
DECISIONS DE L'ASSOCIÉ UNIQUE OU
DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIÉS

15.1 Décisions de l'associé unique

L'associé unique :

- prend les décisions concernant les opérations suivantes :
 - * augmentation, amortissement ou réduction du capital social ;
 - * fusion et scission ;
 - * apport partiel d'actif soumis au régime juridique des scissions ;
 - * transformation en une société d'une autre forme ;
 - * dissolution de la société ;
 - * nomination et révocation du Président et, le cas échéant, du Directeur Général ;
 - * nomination de commissaire aux comptes ;
 - * approbation des comptes annuels et affectation des résultats ;
 - * approbation du plan d'affaires ainsi que de toute dépense d'investissement excédant de 100.000 € par an le dernier plan d'affaires approuvé, étant précisé que par "Plan d'affaires" il faut entendre le bilan, le compte de résultat, le tableau des flux de financement prévisionnels de la société, établis sur une base annuelle et accompagnés d'une note explicitant les hypothèses retenues ;
- autorise la création, l'acquisition ou la cession de titres de toute entité (actions de sociétés, parts de société civile ou de société en participation ou de groupement d'intérêt économique,...) ;
- et prend toutes décisions modifiant les statuts ou requérant l'unanimité des associés en cas de société pluripersonnelle.

Toutes les autres décisions sont de la compétence du Président.

Les décisions de l'associé unique sont constatées dans un registre côté et paraphé.

15.2 Décisions collectives des associés

Si la société comporte plusieurs associés, les décisions dévolues à l'associé unique et visées à l'article 15.1 ci-dessus doivent être prises par décisions collectives des associés.

Toutes les autres décisions relèvent de la compétence du Président.

Au choix du Président, les décisions collectives des associés sont prises en assemblée, ou par correspondance. Elles peuvent aussi s'exprimer dans un acte sous seing privé, signé par tous les associés.

Les décisions, dans les matières ci-après, requièrent l'unanimité des associés :

- adoption (ou modifications) de clauses statutaires prévoyant :
 - * l'inaliénabilité temporaire des actions ;
 - * la nécessité d'un agrément en cas de cession d'actions ;
 - * la possibilité d'exclure un associé ;
 - * des règles particulières en cas de changement du contrôle d'une société associée ;
- et augmentation des engagements des associés.

Toutes autres décisions requièrent la majorité des voix des associés présents ou représentés.

L'assemblée est convoquée par le Président. Elle peut également être convoquée par un associé (notamment en cas de décès, d'empêchement, de démission ou de révocation du Président). La convocation est faite, par tous moyens, 8 jours avant la date de réunion. Elle comporte l'indication de l'ordre du jour, de la date, de l'heure et du lieu de la réunion.

Dans le cas où tous les associés sont présents ou représentés, l'assemblée se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai.

L'assemblée est présidée par le Président. A défaut, elle élit un Président de séance. L'assemblée peut désigner un secrétaire qui peut être choisi en dehors des associés.

A chaque assemblée est tenue une feuille de présence et il est dressé un procès-verbal de la réunion qui est signé par le Président de séance et, le cas échéant, le secrétaire.

L'assemblée ne délibère que si les associés présents ou représentés possèdent au moins la moitié des actions ayant droit de vote, sauf dans les cas de décisions requérant l'unanimité des associés où tous les associés doivent être présents ou représentés.

En cas de consultation écrite, le texte des résolutions ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés sont adressés à chacun par tous moyens. Les associés disposent d'un délai de 8 jours à compter de la réception dudit texte des résolutions pour émettre leur vote, lequel peut être émis par lettre recommandée avec accusé de réception ou par télécopie. L'associé n'ayant pas répondu dans le délai de 8 jours à compter de la réception du texte des résolutions est considéré comme ayant voté contre ces résolutions.

Le résultat de la consultation écrite est consigné dans un procès-verbal établi et signé par le Président. Ce procès-verbal mentionne la réponse de chaque associé.

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives par lui-même ou par un mandataire. Chaque action donne droit à une voix. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent.

Les procès-verbaux des décisions collectives sont établis et signés sur des registres tenus conformément aux dispositions légales en vigueur. Les copies ou extraits des délibérations des associés sont valablement certifiés conformes par le Président ou, le cas échéant, le secrétaire de l'assemblée. Au cours de la liquidation de la société, leur certification est valablement faite par le liquidateur.

ARTICLE 16 **EXERCICE SOCIAL**

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice social comprend le temps à courir à compter de la date d'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés jusqu'au 31 décembre 2009.

ARTICLE 17 **COMPTES SOCIAUX**

La société tient une comptabilité régulière des opérations sociales.

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date, et il établit les comptes sociaux conformément aux dispositions légales et réglementaires dans le délai de six mois à compter de la date de clôture de chaque exercice.

L'associé unique, ou les associés par voie de décision collective, statue sur ces comptes connaissance prise du rapport de gestion du Président et des rapports du (ou "des") commissaire(s) aux comptes.

ARTICLE 18 **AFFECTATION DU RESULTAT**

Le compte de résultat récapitule les produits et les charges de l'exercice. Il fait apparaître, par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est prélevé 5 % au moins pour constituer la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ladite réserve légale atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi ou des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

La part attribuée aux actions sur ce bénéfice est déterminée par l'associé unique ou par décision collective des associés.

L'associé unique ou la décision collective des associés peut également décider la distribution des sommes prélevées sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels ces prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

De même, il peut être décidé d'affecter, en totalité ou en partie, les sommes distribuables aux réserves ou au report à nouveau.

Il peut être aussi décidé d'accorder, pour tout ou partie des dividendes (ou d'acomptes sur dividendes) mis en distribution, une option entre le paiement en numéraire et le paiement en actions.

Les pertes, s'il en existe, sont soit imputées sur les comptes de réserve de la société ou portées au compte report à nouveau.

ARTICLE 19

COMITE D'ENTREPRISE

- 19.1. Les membres du comité d'entreprise exercent les droits qui leur sont attribués par la loi auprès du Président ou de la personne habilitée par ce dernier.
- 19.2. En cas de désignation, par le comité d'entreprise, de membre(s) de ce comité pour assister à une assemblée générale des associés de la société, ou en cas de demande, par le comité d'entreprise, d'inscription de projet(s) de résolution(s) à l'ordre du jour d'une assemblée générale des associés de la société :
- cette désignation ou cette demande doit être signifiée à la société (en son siège social) par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, et la société doit avoir accusé réception de cette lettre au plus tard 4 jours ouvrés avant l'assemblée générale des associés concernée ;
 - le (ou "les") projet(s) de résolution(s) doit (ou "doivent") relever de la compétence de ladite assemblée générale des associés, être précis (à savoir que le contenu et la portée doivent apparaître clairement sans avoir à se reporter à d'autres documents), et être accompagné(s) d'un exposé des motifs.
- 19.3. A défaut de respect des dispositions de l'article 19.2 ci-dessus, telle désignation ou telle demande ne peut être prise en considération par la société.

ARTICLE 20

DISSOLUTION – LIQUIDATION

La société est dissoute à l'arrivée du terme statutaire, sauf prorogation, et en cas de survenance d'une cause légale de dissolution.

Lorsque la société ne comporte qu'un seul associé personne morale, la dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne, dans les conditions prévues par l'article 1844-5 du code civil, la transmission universelle du patrimoine social à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

Lorsque la société comporte plusieurs associés, la dissolution entraîne sa liquidation qui est alors effectuée conformément aux dispositions légales.

Les pouvoirs du Président prennent fin avec la dissolution de la société. Un liquidateur est alors nommé dans les conditions définies par la loi.

Le boni de liquidation est attribué à l'associé unique, ou réparti entre les associés proportionnellement au nombre de leurs actions.

ARTICLE 21

CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui peuvent s'élever pendant le cours de la société ou de sa liquidation, soit entre l'associé unique (ou les associés) et la société, soit entre les associés eux-mêmes, concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, sont soumises à la juridiction des tribunaux compétents dans les conditions du droit commun.

PR